

trois partenaires est au cœur même de la politique fédérale de développement industriel. Dans cette optique, trois groupes de travail réunissant des gens d'affaires et des représentants syndicaux ont étudié respectivement l'industrie automobile, l'aérospatiale et l'industrie forestière. Ils ont déjà présenté leur rapport et reçoivent actuellement des réponses à leurs recommandations. Un quatrième groupe a entrepris ses travaux sur l'industrie pétrochimique. Les retombées de cette collaboration se manifestent déjà: dans l'industrie aérospatiale, les initiatives prises par le gouvernement de concert avec Bell Helicopter et Pratt & Whitney permettront de créer plus de 8 000 emplois permanents dans des domaines de haute technicité et devraient se traduire par des exportations de plus de 20 milliards de dollars. La création d'autres groupes de travail sur les techniques d'information, les maisons de commerce privées, le textile et le vêtement, la construction navale et la flotte de pêche hauturière, ainsi que sur certains éléments du secteur des services, est déjà prévue.

Les exploitants de petites entreprises sont les héros méconnus de la relance. Ces entreprises sont en effet une source perpétuelle d'innovations, elles procurent des revenus d'exportation appréciables, et elles peuvent créer de nombreux emplois. Pour aider ce secteur, le gouvernement donnera un nouvel élan à son programme destiné à encourager l'achat de produits fabriqués chez nous. Il s'occupera en outre, par l'intermédiaire de la Banque fédérale de développement, de faciliter l'accès des petites entreprises aux programmes fédéraux créés à leur intention.

L'industrie touristique est une source de revenus pour des centaines de milliers de Canadiens et elle revêt une importance particulière pour les petites entreprises. Le gouvernement se concertera donc avec cette industrie et les provinces pour mettre au point une stratégie nationale du tourisme destinée à promouvoir les attraits de chaque région. Et une vigoureuse campagne de promotion des centres d'intérêt du Canada sera lancée au pays et à l'étranger, en particulier aux États-Unis.

Les jeunes Canadiens sont désireux de mieux connaître leur pays. Leurs aînés méritent bien, quant à eux, de visiter le pays qu'ils ont contribué à bâtir. Dans cette perspective, un régime de laissez-passer semblable à celui de l'Eurailpass et d'autres systèmes de rabais sera établi.

Le gouvernement accordera également une plus grande attention aux besoins du public voyageur. Il réexaminera la question du transport aérien intérieur dans le but de réduire les tarifs. Et il améliorera la sécurité de ce mode de transport en affectant des crédits à la création d'une nouvelle agence de sécurité aérienne indépendante.

De plus, le service VIA Rail sera amélioré grâce à la construction de nouvelles installations d'entretien dans l'Ouest, les provinces centrales et la région atlantique. De nouvelles voitures seront mises en service sur les lignes à faible densité, et les services-voyageurs seront accrus là où les besoins le justifient.

Mise à profit de nos ressources

Dans le cadre de ses initiatives pour assurer la croissance, le gouvernement proposera des mesures en vue de

moderniser et de revigorer les industries halieutique, forestière, minière et agricole.

Le gouvernement du Canada a ouvert récemment la voie à la restructuration des pêches de l'Atlantique. Par-delà les coûts de cette restructuration, près de 200 millions de dollars seront consacrés à l'amélioration du triage des poissons, à la modernisation des équipements de congélation ainsi qu'à d'autres mesures en faveur des conditionneurs indépendants et des pêcheurs. Le gouvernement haussera par ailleurs les subventions au titre de la construction des bateaux de pêche pour l'année financière 1983-1984.

L'accord sur les pêches conclu avec Terre-Neuve a marqué un tournant dans les relations du gouvernement avec cette province. Il offre la promesse d'une coopération future dans le meilleur intérêt des Terre-Neuviens.

Les pêches commerciale et sportive et la pêche pratiquée par les autochtones dans le Pacifique sont une importante ressource nationale. Le gouvernement reconnaît que les problèmes de cette industrie essentielle de la côte ouest requièrent son attention immédiate.

Et, en plus des fonds qu'il a déjà consacrés aux équipements, le gouvernement annoncera sous peu l'affectation de crédits importants pour aider les coopératives de pêche du Québec.

L'exploitation des mines et des forêts constitue, par ailleurs, l'unique ressource de nombreuses localités canadiennes. Les nouveaux accords de développement régional porteront un soin spécial au secteur minier. Quant à la régénération des forêts, elle sera également favorisée par ces accords, mais aussi par la mise sur pied d'équipes de conservation dans le cadre du programme Environnement 2000, et par l'augmentation des crédits affectés à la recherche et au développement dans le domaine de la foresterie.

Pour s'assurer que la production alimentaire demeure un atout majeur dans l'avenir à long terme du Canada, le gouvernement établira, de concert avec les provinces, un programme de stabilisation du cheptel. Il vous proposera aussi de modifier les pouvoirs du Conseil de commercialisation des produits agricoles. Et une commission d'enquête étudiera les problèmes de commercialisation de la pomme de terre dans l'est du pays. Enfin, le gouvernement haussera le maximum prévu par le régime de paiement anticipé des céréales et il présentera des amendements visant à permettre au Fonds de stabilisation des céréales de l'Ouest de répondre avec plus de souplesse aux besoins des producteurs.

Les abondantes réserves d'eau fraîche dont le Canada dispose sont une précieuse ressource. De nouveaux montants seront investis pour répondre aux besoins des Prairies en sol et en eau, notamment dans le cadre du nouveau laboratoire d'hydrologie, à Saskatoon. Le gouvernement se réjouit du fait que l'Administration américaine reconnaît de plus en plus l'importance de nos problèmes communs en ce qui a trait à la qualité de l'eau. Les négociations avec les États-Unis en vue de conclure un accord sur